

Willy Fortunato (UV Germi) : "La demande en traitement de l'eau s'est intensifiée"

Par Caroline Ansart, le 26 mai 2023

Créée en 2009 à Brive-la-Gaillarde, UV Germi commercialise des solutions de traitement de l'eau, de l'air et des surfaces grâce aux ultraviolets. Son fondateur et président Willy Fortunato, défend plus que jamais les économies d'eau par tous les moyens et table, comme en 2022, sur une croissance à deux chiffres.



Willy Fortunato, président d'UV Germi — Photo : UV Germi - Olivier Barrau

Les économies d'eau et sa réutilisation sont au cœur de l'actualité. Vous planchez sur le sujet depuis près de 15 ans, quelles solutions proposez-vous ?

Nous proposons le principe de désinfection par les rayons ultraviolets, qui existe depuis très longtemps. C'est ce qui fait qu'un animal va naturellement s'abreuver dans une eau stagnante. Nous l'avons amplifié et développé pour l'eau, l'air, les surfaces. Sachant que l'eau représente la très grande majorité de notre activité. Nous la sécurisons pour la rendre potable, proposons des solutions de réutilisation...

Qui sont vos clients ?

Nos clients sont les collectivités, dont on va par exemple équiper les stations d'épuration (1 600 en France, dernier contrat signé cette fin mai à Bergerac, NDLR) y compris via les sociétés fermières comme Saur, Suez, Veolia ; les particuliers, via du BToB, dont on sécurise la potabilité des forages ; et les entreprises (Andros, Blédina... NDLR). Je ne connais pas une entreprise qui n'utilise pas d'eau. Nous y optimisons la ressource : sur quel poste l'eau potable est-elle vraiment indispensable ? Comment la réutiliser dans des circuits courts ? Disneyland Paris, que nous avons équipé il y a 10 ans, a récemment communiqué sur les économies réalisées : 700 000 m³ par an. En agriculture, nous sécurisons les captages pour le bétail, traitons l'eau dans les serres ou destinée à des cultures fragiles comme les salades. Nous vendons en France et en Europe.

Qui sont vos concurrents ?

Des entreprises qui travaillent sur les UV comme nous se comptent sur les doigts d'une main en France. Ce ne sont pas des concurrents mais des confrères. Les problèmes liés à la ressource sont multiples, toute brique de solution est bonne à prendre.

Vous avez signé un partenariat de recherches avec Suez vous engageant à une économie de prélèvement d'eau douce de 21 % sur la communauté d'agglomération de Brive ; en octobre 2022 vous avez signé un contrat avec Véoliapour équiper des stations d'épuration, Emmanuel Macron a annoncé un Plan eau, sentez-vous que les choses changent ?

C'est comme le tri des déchets il y a 25 ans, au début personne ne comprenait. Pour la question de l'eau, nous sommes au-delà de l'urgence. Il faut consommer moins, stocker, réutiliser, limiter les fuites de réseaux... À Saint-Barthélemy, où nous travaillons depuis 5 ou 6 ans, toutes les maisons réutilisent la ressource. On ne peut pas dire qu'il y a une nette augmentation de la demande depuis l'annonce du Plan eau. En revanche, la demande s'est intensifiée dès septembre 2022 après la période de sécheresse.

Que représente le marché des piscines, sachant que vous avez été sélectionnés pour déchloraminer les bassins olympiques ?

C'est un marché important qui se renouvelle constamment. Les chloramines sont reconnues cancérigènes et à l'origine de problèmes respiratoires chez les athlètes. Elles se forment par association du chlore et de l'azote des baigneurs. Notre système empêche leur formation et évite le recours à des quantités colossales d'eau neuve censée diluer les pollutions. Nous équipons environ 3 000 piscines publiques ou privées qui reçoivent du public avec des problématiques qui évoluent : l'arrivée des bébés nageurs, des vélos dans l'eau, des bassins moins profonds, etc.

Quelle croissance prévoyez-vous dans les années qui viennent ?

On continue à s'accrocher à une croissance à deux chiffres mais nous n'allons pas tripler chaque année (13,1 % en 2022 avec un chiffre d'affaires de 7,16 millions d'euros, et un excédent brut d'exploitation trois fois supérieur à celui de 2021, à 0,43 M€, NDLR). Nous resterons cohérents avec nos valeurs, notamment l'approvisionnement local. Et en tant que fabricant français nous nous devons de performer. C'est pour cela que nous sommes cotés en Bourse, pour financer notre R & D.